COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plan Étudiants : Prérequis et numerus clausus, l'UCA fait une grave erreur !

Maintenant plus d'un mois que la loi sur « l'Orientation et la réussite des étudiant·es » est en discussion à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Présentée en conseil des ministres le 16 Novembre puis mis en discussion le 22 Novembre à l'Assemblée Nationale, elle est actuellement entre les mains du Sénat, avant de devoir revenir devant l'Assemblée Nationale pour une peut-être dernière lecture. Cette réforme de l'accès à l'Université prévoit dans son contenu la mise en place de prérequis, ou « attendus » qui serait un premier palier à obtenir, et en plus du Bac, pour pouvoir accéder aux différentes formations de l'Enseignement Supérieur. Ces « prérequis cadres », qui sont compilés dans un document qui a déjà été distribué par les rectorats aux établissements de l'Enseignement Supérieur, suppriment donc la règle générale de l'accès libre à l'Université. En refusant de maintenir de fait le Bac comme premier grade universitaire et seul examen d'entrée dans le supérieur, le gouvernement Macron détruit encore un peu plus les droits des lycéen·nes, et dont le premier était d'avoir librement accès à l'Université.

Et alors que le débat poursuit son cours dans les deux hémicycles, **le Ministère, aidé des rectorats, demandent à chaque Université, en dehors de tout cadre légal, de voter à l'avance et alors que la Loi n'est toujours pas votée, des prérequis locaux et des capacités d'accueil pour chacune des filières !**

C'est dans ce contexte que l'Université Clermont Auvergne, convoque le mardi 9 Janvier 2018, à 13h30, une Commission de Formation et de Vie Universitaire (CFVU), avec comme seul ordre du jour le vote sur des capacités d'accueil (=nombre de place en première année de licence) et des prérequis locaux, qui s'avèrent pour certains plus durs que ceux qui été proposés par le ministère.
L'Université Clermont Auvergne assume donc aujourd'hui la mise en place d'un numérus clausus dans chaque filière de l'Université, accompagné d'une mise en application du « Plan Étudiants » qui n'a toujours pas été voté par le Parlement. Cette tentative de l'Université de mettre en application une réforme en dehors de tout cadre légal est une terrible mise en danger à la fois du fonctionnement démocratique de notre République, et de l'avenir des étudiant·es et futur·es bachelier·ères.

D'autant que cette CFVU arrive dans un contexte difficile pour l'UCA, qui vient de voter, **contre l'avis de l'ensemble des élu·es étudiant·es** et plus de 15 abstentions (sur 35 votants, laissant la majorité se faire autour de 11 voix…), **un budget 2018 à la baisse**. Avec 14 millions d'euros qui viennent d'être prélevés du fond de roulement (la bouée de sauvetage de l'Université), **l'Université Clermont Auvergne se met donc en difficulté économique pour assumer le coût d'une fusion qui aura été désastreuse pour les étudiant·es et le personnel** de notre Université. **Et surtout un budget 2018 qui ne permettra ni d'investir, ni même de fonctionner, puisqu'il ne prend même pas en compte l'avancement des carrières des personnels**. Nous allons donc clairement vers une mise en demeure à l'horizon 2019 si rien n'est fait par le Ministère. **Et pourtant la présidence voudrait appliquer une réforme qui va engendrer des coûts pour l'instant encore impossible à quantifier**, entre le paiement des heures pour les jurys qui vont éplucher chaque dossier ou encore la mise en place des « modules complémentaires » avant la L1 pour tou·tes les recalé·es…

L'UCA veut donc mettre en place, alors qu'elle n'a même pas les moyens de fonctionner correctement, une réforme qui n'est toujours pas votée par le Parlement, et qui remet en cause le libre accès à l'Université pour les détenteur·euses d'un Baccalauréat. Tout ceci avec l'instauration d'un numérus clausus et par la sélection sur dossier avec des critères/prérequis/attendus plus stricts que ceux défendus par le gouvernement Macron.

L'équipe présidentielle de l'UCA commet une erreur grave, mais notre Université peut encore faire preuve de bon sens, par la voix de ses élu·es en CFVU, **qui peuvent refuser la mise au vote de ces numérus clausus et attendus**. Permettant ainsi le bon déroulement du débat parlementaire, et envoyant un message clair au Ministère : « **nous ne laisserons pas les portes de nos Universités se fermer devant une jeunesse qui ne demande qu'à s'émanciper** ».

C'est pourquoi nos organisations syndicales, soutenues par des organisations politiques ou associatives, appellent à un

Rassemblement devant la salle

où se tiendra cette Commission de Formation et de Vie Universitaire

Mardi 9 Janvier 2018
13h, au Manège

(site Carnot, accès Rue Paul Collomp)

Pour faire entendre leurs revendications auprès des membres de la Commission et demandent une rencontre avec Mathias Bernard, président de l'Université Clermont Auvergne.

Nos organisations réclament

- Que les élu·es de cette Commission respectent le cadre légal, en refusant de mettre en place un numerus clausus et des prérequis pour les différentes filières de l'Université Clermont Auvergne, alors que la Loi n'est toujours pas ratifiée.

- Que la CFVU vote une motion interpellant le MESRI sur le manque de moyens alloués aux Universités mettant en péril l'avenir de l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

CGT63, FSU 63 (SNESUP/SNES/SNASUB), SOLIDAIRES (SUD ÉDUCATION/Solidaires Etudiant·es 63), UNEF AUVERGNE, UNL 63

Appel soutenu par :
Ensemble 63, Génération Insoumise Cl-Fd, Génération·s Université Clermont-Ferrand, JC 63, Jeunes Insoumis 63, MJS 63, UEC 63